

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

LOCATAIRES EN BONNE ET DUE FORME

Des enseignants retraités menacés d'expulsion

Au nom de ses collègues qui sont dans la même situation — menacés d'expulsion du logement dont ils sont locataires —, un enseignant retraité vient d'adresser une lettre ouverte au chef de l'Etat lui demandant d'intercéder pour annuler une décision qu'il estime injuste.

«Nous sommes un groupe d'enseignants retraités, qui avons reçu durant ces derniers mois, des mises en demeure de la part de certaines APC de la wilaya d'Alger, nous sommant d'évacuer les logements que nous occupons dans un délai de 8 jours sous peine d'expulsion par le tribunal administratif siégeant en référé, et ce, sur la base d'informations erronées, considérant nos logements comme des logements d'astreinte inaccessibles et que nous sommes des indus occupants sous prétexte que nous sommes retraités. Par conséquent, nous avons été condamnés à tort, en dépit de tous les justificatifs que nous avons fournis à la justice. Sachant que nous occupons des logements de fonction, réunissant toutes les conditions légales pour leur cession à notre profit. Ces logements que nous occupons avec nos familles nous ont été attribués depuis près de 40 ans, en vertu de contrats de location conclus en bonne et due forme avec les APC, pour des durées indéterminées et



nous nous acquittons régulièrement des redevances locatives auprès des trésoreries communales, et ce, jusqu'à la fin de l'année 2016.

«Ces mesures n'ont touché qu'une partie des retraités»

Ces modestes logements, comme le sont leurs occupants, se situent en dehors des établissements scolaires dans des immeubles totalement indépendants, avec leurs propres accès, en attestent les procès-verbaux établis par l'huissier de justice. Ces logements sont cessibles conformément à la loi 81-01 portant cession des biens de l'Etat. Ces mesures n'ont touché qu'une partie des retraités parmi tant

d'autres occupants des logements de fonction, qui n'ont pas été inquiétés par la majorité des APC auxquelles ils appartiennent. Pendant que certains sont condamnés à l'expulsion, nous constatons que d'autres APC ont engagé la procédure de cession de logements de fonction au profit de leurs occupants en vue de leur acquisition. Ceci se passe dans la wilaya d'Alger et dans une même daïra. Pourquoi cette discrimination flagrante ?

Nous sommes un échantillon d'enseignants retraités, nous appartenons à une classe sociale très précaire, âgés de plus de 65 ans, atteints de maladies chroniques, nous avons servi notre pays avec loyauté et dévouement pendant plus de

40 ans, consacrés à l'enseignement et l'éducation des générations malgré les conditions particulièrement difficiles, sous la menace du terrorisme pour lequel le corps enseignant a payé un lourd tribut. Nous avons obtenu ces logements de manière légale, à l'instar de nos collègues dont une partie a vu leur situation régularisée par des actes de vente.

«Nous préserver de la hogra»

Nous avons déposé des dossiers d'acquisition de ces logements auprès des commissions de daïra et des Domaines de l'Etat avant le délai du 31/12/2000, conformément à la loi. Depuis, nous n'avons cessé de revendiquer auprès des administrations concernées la régularisation de notre situation, mais vainement. Si le passage devant le tribunal administratif siégeant en référé est incontournable pour le traitement de notre situation, faudrait-il que ceci concerne tout le monde et pas seulement une partie dont les familles sont aujourd'hui en situation de détresse, car arbitrairement expulsées sur la base d'informations erronées communiquées à cette juridiction. Nous soumettons notre doléance à Votre Excellence, en votre qualité de premier magistrat du pays, en sollicitant votre intervention diligente en vue de nous préserver de la «hogra» en nous rétablissant dans nos droits consacrés par les lois de la République algérienne et de faire procéder à l'annulation des décisions d'expulsion prises à notre encontre de manière abusive.»

Un lecteur

COURRIERS DES LECTEURS

Orientation

Bonsoir à toute l'équipe du *Soir d'Algérie*, merci pour les efforts que vous faites pour aider les retraités. J'ai eu ma retraite le 10 décembre 2014 mais je n'ai pas eu ma paie de ce mois. Que dois-je faire ? Orientez-moi s'il vous plaît.

Rabah Boudjata

RÉPONSE : Cher lecteur, pourriez-vous être plus explicite ? Confusion entre paie de salaire et pension de retraité, entre la date de cessation de paiement du salaire et celle de la 1^{re} pension de retraite.

Renseignements

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'informer au sujet d'un malentendu avec la CNR. Je suis né en 1951, j'ai cumulé 20 ans de service entre des entreprises publiques et privées. J'ai ouvert un commerce et j'ai cotisé auprès de la Casnos durant 5 années (de 1981 à 1985).

Mais la CNR de Naâma m'a refusé les 5 années cotisées à la Casnos : elle ne m'a validé que les 20 ans de services effectués avant et après les années de cotisations auprès de la Casnos.

Ma question : la CNR a-t-elle raison de me refuser ces années Casnos ? Si oui, les raisons ?

Si non, à qui m'adresser ? Merci.
M. Henine Tadj Mohamed,
Aïn-Sefra

RÉPONSE : Les 5 années de cotisations à la Casnos ne vous ouvrent pas à une pension de retraite Casnos, encore moins à une allocation de retraite. Et même si c'était le cas, vous n'auriez pu en bénéficier qu'à partir de 65 ans.

L'UGTA et la suppression des retraites proportionnelle et sans condition d'âge

Merci pour le travail que vous faites. Moi je vous demande une interview avec le secrétaire général de l'UGTA pour plus de détails sur la suppression des retraites proportionnelle et sans condition d'âge, pas spécialement dans votre rubrique, à savoir surtout la date d'entrée en vigueur de cette loi, les métiers pénibles, les gens qui travaillent sur des installations pétrolières dans des conditions très pénibles, etc. Mes salutations.

Zoubir Rambli

RÉPONSE : L'UGTA, partie prenante à la tripartite du 5 juin

dernier, entérine de fait la décision du gouvernement visant à supprimer le dispositif des retraites proportionnelle et sans condition d'âge. Elle ne s'est pas exprimée à ce sujet depuis, et ce, malgré les nombreuses sollicitations de la presse. Même la FNTR garde le silence. Quant à la date effective d'application de cette décision, rien n'a encore été rendu public, le gouvernement ayant annoncé la mise en place (quand ?) d'un groupe de travail sous l'égide du gouvernement, qui «veillera à la mise en œuvre de cette recommandation».

Pour ce qui est de la pénibilité pour certains postes de travail et de sa prise en compte dans l'âge de départ à la retraite, la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite l'a prévu dans son article 7 : «Les travailleurs occupés dans des emplois présentant des conditions particulières de nuisance bénéficient de la pension avant l'âge prévu à l'article 6 ci-dessus (60 ans). Un décret fixera la liste des emplois visés à l'alinéa précédent, ainsi que les âges correspondants et la durée minimale passée dans ces emplois.» Malheureusement ce texte d'application, 33 ans après la promulgation de cette loi, n'a toujours pas vu le jour !

TÉMOIGNAGE

J'ai 60 ans, plus de 15 ans de travail et de 7,5 ans de cotisations à la Sécurité sociale : vive ma retraite normale !

Tout d'abord un grand merci à la tripartite 2016 de ce 5 juin qui n'a pas changé l'âge légal au départ à la retraite normale qui est de 60 ans depuis fort longtemps... Ensuite je parle de la tripartite des 4 et 5 septembre 2003, notamment de la circulaire du 11 septembre 2003 du chef du gouvernement aux ministères et de sa lettre du 7 octobre 2003 au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique lui donnant un délai jusqu'au 30 octobre 2003 pour sa réponse concernant l'application des décisions de justice des travailleurs de son département injustement licenciés. A cette lettre était jointe la liste de ces travailleurs. Au fait, il n'y avait que moi sur cette liste-là.

Depuis ce temps-là, voilà maintenant près de 13 ans, je ne fus que recruté de nouveau au bas de l'échelle un certain premier mai 2004. Mon retour au travail un premier mai, Fête du travail, tout un symbole, et me voilà déjà à l'âge de la retraite normale à 60 ans ce 28 juin 2016, car ayant plus de 15 ans de travail : les 5 ans du Cous de Blida du 19/09/85 au 10/10/90 où il n'y a pas de trace des cotisations à la Sécurité sociale, preuve à l'appui par les fiches de paye, et les 12 ans du DOU de Blida du 01/05/04 au 28/06/16 où il y a trace des cotisations à la sécurité sociale. J'ai tant réclamé par tant de moyens (lettres directes à la hiérarchie et indirectes par presse écrite *Soir d'Algérie*) pour que je sois régularisé comme le veut la loi, notamment celle des relations de travail du 27/02/1982 et spécialement son article 79 dans son alinéa 3. Mais point de régularisation à ce jour où arrive le jour de ma retraite normale et où ma pension sera moindre que celle que j'aurais dû avoir si les bureaucrates existants entre moi et le Premier ministre avaient fait exécuter les décisions de justice en ma faveur... Qu'en pensez-vous Monsieur Djillali Hadjadj ?

Abdelkader-Kamel Ouahioune